



Réponse d'InfraNum à la consultation publique de l'ARCEP



Projet d'évolution de la régulation pour 2021-2023 dans le cadre de la préparation des analyses de marchés fixes

14 septembre 2020

1 Préambule

Le présent document constitue la réponse d'InfraNum à la consultation publique de l'ARCEP sur les projets de décisions d'analyse de marchés du haut et très haut débit fixe.

Le processus mené par l'ARCEP depuis plusieurs mois touche bientôt à sa fin. InfraNum a eu l'occasion à deux reprises d'exprimer ses principales remarques dans ses précédentes réponses aux consultations publiques de [septembre 2019](#) et [mars 2020](#).

Nos remarques ont été pris en compte sur plusieurs aspects. Néanmoins, dans le cadre de cette consultation finale, il nous apparaît nécessaire d'insister sur certains éléments permettant de garantir une régulation juste et proportionnée pour répondre aux enjeux du déploiement du très haut débit sur tout le territoire et, par la même, de la numérisation des entreprises.

2 Le génie civil

2.1 La rénovation du génie civil indisponible suite à une demande d'accès

Le processus opérationnel et tarifaire de l'offre régulée, en cas d'indisponibilité du génie civil souterrain ou aérien, ne convient pas aux Opérateurs d'Infrastructure (OI) utilisateurs pour plusieurs raisons.

En premier lieu, si le processus d'intervention en autonomie pour les OI est une réelle avancée, il doit toutefois demeurer une solution choisie par ces derniers. Par conséquent, l'intervention d'Orange sur son propre génie civil doit rester la norme.

En second lieu, les conditions d'intervention par Orange semblent améliorables. Des efforts sont attendus en particulier en matière de transparence et de délais. Il est nécessaire que ces derniers soient compatibles avec les engagements des OI dans leurs contrats aval.

2.2 Les Plans d'Itinérance (PIT) et les adductions

Nous notons une avancée significative sur les PIT : grâce au renforcement des conditions de transparence de la part d'Orange, les OI auront désormais une meilleure visibilité sur les infrastructures dont l'opérateur historique aura connaissance, qu'il en soit propriétaire ou non.

Nous constatons néanmoins un problème persistant pour les adductions et nous souhaitons a minima que celles-ci ne soient pas incluses dans l'assiette de calcul de la redevance au même titre que les coûts supportés par l'opérateur historique.

2.3 L'accès aux appuis communs exploités par Enedis

InfraNum mène avec Enedis et l'ensemble des OI un travail depuis plusieurs mois autour des conditions de mobilisation des appuis aériens des collectivités exploités par Enedis. Nous

échangeons afin d'aboutir à un cadre réglementaire permettant une facilitation des déploiements. Nos travaux portent principalement sur l'abandon des études (calculs de charge) et la fin de la redevance sur la D3 (raccordement client), points sur lesquels nous espérons avoir le soutien de l'ARCEP.

3 La fermeture du cuivre

InfraNum a pris note des délais et les critères de fermeture du cuivre.

Pour justifier cette fermeture, le régulateur avance que la condition de « 100% de foyers raccordables » en fibre optique sur une plaque est nécessaire. Il nous semble nécessaire de modifier l'écriture de cette condition car il est possible d'avoir une complétude à 100% sans que l'ensemble des foyers ne soient rendus raccordables¹.

Il est également essentiel que l'OI présent sur une zone soit consulté dans le cadre d'une fermeture de plaque cuivre. Orange n'est en effet pas le plus à même de vérifier le taux de pénétration sur une plaque dans les zones où il n'est pas en tout ou partie OI. Nous pouvons même imaginer qu'un OI autre qu'Orange soit à l'origine d'une demande motivée de fermeture anticipée et que l'opérateur historique ait obligation de répondre à sa demande.

4 La proportionnalité de la régulation symétrique

La proportionnalité de la régulation symétrique telle que proposée par l'ARCEP est discutable, eu égard notamment aux obligations comptables et aux indicateurs de qualité de service.

S'agissant tout d'abord des obligations comptables, suite à nos précédentes remarques, nous relevons une prise en compte par l'ARCEP de la spécificité des RIP, et nous nous en félicitons. Des interrogations subsistent toutefois sur les modalités opérationnelles qui pourraient faire l'objet de consultations ultérieures.

InfraNum tenait ensuite à exprimer plusieurs inquiétudes concernant les indicateurs de qualité de service. A titre principal sur ce point, l'application d'une double sanction des OI par les opérateurs commerciaux et l'ARCEP sur le non-respect de ces indicateurs nous semble constituer un risque sérieux. Nous demandons par ailleurs que le délai de mise en œuvre de 3 mois puisse être porté à 6 mois en cas d'adaptation réellement complexes à mettre en place par les OI.

Enfin, et de manière générale, nous remarquons à nouveau que l'ARCEP a établi le cadre de régulation en mettant en avant le caractère intégré de certains opérateurs et nous regrettons que l'Autorité ait peu tenu compte de la situation des opérateurs d'infrastructure présents uniquement sur le marché de gros pour adapter un plus grand nombre de mesures, alors que le nouveau code européen des communications électroniques l'aurait rendu possible.

¹ Il y a toujours un nombre résiduel de foyers qui ne sont pas rendus éligibles pour des raisons diverses.

5 L'accès aux lignes FttH

5.1 Le FttH avec QoS renforcée

Concernant l'offre FttH avec qualité de service renforcée, le délai de mise en place d'une GTR 4H est trop court. Nous demandons ainsi un alignement à 6 mois sur l'ensemble des zones.

Au sujet du processus de correction des IP, InfraNum demande de la souplesse tant que le système Interop'fibre n'est pas mise en œuvre.

5.2 Refus de raccordement

Nous souhaitons également alerter l'ARCEP sur le cas de problèmes de déploiement émanant des propriétaires et de l'obligation en découlant, pour l'OI, de faire intervenir des constructeurs plusieurs fois au même endroit. Or, lorsqu'un OI se voit refuser le raccordement d'un immeuble (environ 5% des cas), la réalisation des déploiements lors d'un deuxième passage a un impact sur l'économie du réseau dont le traitement n'est traité à ce jour dans aucun texte de nature légale ou conventionnelle.

5.3 Mode STOC

Le mode STOC n'est pas traité par les projets de décisions soumis à consultation. Les membres d'InfraNum, en lien avec l'ARCEP, ont travaillé à la mise en place d'une feuille de route commune pour améliorer les processus des raccordements FttH effectués en mode STOC. Nous regrettons que tout ou partie de cette feuille de route ne figure pas dans les projets de décisions et de recommandation.

5.4 IRU et économie des RIP

Nous constatons tout d'abord que l'évolution du cadre réglementaire s'est faite de sorte à permettre aux opérateurs commerciaux de mettre en place tout type de services d'accès à internet et à ne pas « bloquer » leur stratégie commerciale.

Nous prenons acte également que la durée des IRU est fixée à 40 ans, et de la nécessité d'insérer des clauses de cession de contrat dans les offres d'accès des OI, même si cela peut rester délicat à mettre en œuvre sur certains RIP.

Concernant toujours les offres d'accès aux lignes FttH, nous constatons que rien n'est prévu sur l'équilibre à long terme des réseaux situés en zone moins dense. Or, compte tenu de la spécificité de certains RIP, il nous semble nécessaire de pouvoir adapter plus simplement les offres de référence, parfois trop rigides et ne permettant pas une bonne commercialisation des réseaux. Nous espérons que ce sujet soit traité par l'ARCEP dans les mois à venir.

6 Marché entreprise

6.1 Non-discrimination et disponibilité des offres

Le régulateur doit plus que jamais s'assurer de la bonne disponibilité d'accès fibres - en particulier activées - sur l'ensemble du territoire et avec toutes les technologies. Nous le rappelons à chaque occasion de nos réponses aux consultations : la fédération défend depuis toujours le modèle de réseaux neutres, ouverts et activés.

Cette disponibilité des offres n'est aujourd'hui toujours pas assurée. Celle-ci doit se faire sans décalage temporel avec ce qui se fait sur le marché de détail, et dans des conditions raisonnables, y compris pour la collecte des accès à l'échelle nationale. Nous le réaffirmons : un très grand nombre d'entreprises ne sont pas du tout couvertes, ni en FttH ni en FttE. Les entreprises sont trop souvent oubliées ou déployées en dernier, quand bien même des opérateurs sont prêts à leur proposer une offre adaptée. L'absence de toutes les offres de gros partout où elles sont disponibles sur le marché de détail entraîne en conséquence un renforcement des parts de marchés des acteurs du duopole.

Les opérateurs alternatifs doivent pouvoir répliquer les offres des OCEN. Ils sont aujourd'hui dans une situation qui ne leur permet pas d'avoir un espace économique. La régulation doit justement pouvoir mettre un terme à ces pratiques, et ainsi éviter tout ciseau tarifaire. Cette situation anormale dure aujourd'hui depuis trop longtemps et nous demandons à l'ARCEP d'y mettre fin avec la plus grande vigueur.

Nous demandons enfin à l'ARCEP de publier un observatoire précis de la disponibilité des offres de gros et de détail partout en France (dont avec et sans QoS).

6.2 Concernant la QoS

Nous saluons le délai de 2 ans accordé par l'ARCEP avant la mise en place des indicateurs de qualité de service. De cette façon, l'Autorité reconnaît que le marché est actuellement dans une période d'hyper-dynamisme ne permettant pas aux opérateurs d'infrastructure de garantir la stabilité de leurs réseaux.

6.3 Complétude

En ZTD, le régulateur envisage un mécanisme où l'opérateur dominant aurait l'obligation de raccorder à sa BLOM les entreprises et administrations qui en font la demande. Nous comprenons ici l'intention de l'ARCEP de trouver une solution pour le client final mais nous interrogeons néanmoins sur la solidité juridique d'imposer des obligations en zone de concurrence par les infrastructures (ZTD/ZF1). Néanmoins, et indépendamment du fait que ce mécanisme soit réalisable ou pas, nous demandons à l'ARCEP la mise en œuvre d'une nécessaire étape intermédiaire sous la forme d'une consultation de l'ensemble des OI en présence. Cela est absolument nécessaire pour garantir une concurrence par les infrastructures neutre, plutôt que de favoriser un acteur déjà dominant sur le marché.

6.4 FttE

La segmentation des offres par la qualité de service est essentielle du point de vue du client. Une architecture bien identifiée permet de souligner les différences de qualité, qui répondent pour les clients finaux à des besoins différents. Nous nous interrogeons sur le vocable utilisé par le régulateur de « fibre mutualisée avec adaptation ». Ce terme pourrait porter à croire que les offres avec qualité de service seraient quasi-similaires dans leurs performances à celles du FttH. Nous suggérons ainsi l'utilisation du terme « fibre mutualisée avec qualité de service » qui permettrait de mettre en avant plus clairement l'élément différenciant entre les deux types d'offres.

Nous notons par ailleurs que l'ARCEP s'est positionnée en faveur d'un tarif de gros FttH avec QoS similaires aux offres SDSL correspondantes afin de lever toute barrière tarifaire à la migration pour les entreprises.

6.5 Dérégulation prématurée des tarifs de BLOD activée d'Orange

La dérégulation des tarifs de BLOD activée d'Orange intervient à un moment d'incertitude sur le marché de la BLOD. InfraNum s'est exprimé à plusieurs reprises et nous ne nous expliquons pas comment il pourrait être sain d'un point de vue concurrentiel de déréguler complètement les tarifs de la BLOD alors que la couverture du FttE est encore trop faible.

Cela est de nature à renforcer la position d'un opérateur déjà dominant, et nous estimons indispensable d'adapter le seuil de non-éviction pour éviter les effets prédateurs face à une BLOM avec qualité de service concurrente sur certaines zones.